

que freins de la lutte ouvrière, et qui, en France, peuvent avoir une importance encore supérieure et représenter la forme gouvernementale de domination de la bourgeoisie.

En dehors de ces considérations qui se rattachent encore à des éléments incertains de l'évolution politique, il faut établir les positions politiques qui découleraient d'une perspective de menace fasciste. Si cette perspective s'établissait en regard des données mêmes de la situation, il est évident qu'il faudrait arriver à la conclusion que le prolétariat, qui est la seule force capable d'arrêter l'évolution organique du capitalisme vers une nouvelle forme sociale sans laquelle il ne pourrait survivre, ne peut le faire qu'en marchant à la révolution. Cela revient à poser le dilemme : perspective fasciste ou triomphe de la révolution communiste, ce qui signifie que les révolutionnaires ne pourraient faire appel qu'à la classe ouvrière et à ses luttes spécifiques pour faire triompher le terme de ce dilemme historique qui leur est favorable.

Mais actuellement, en France, ceux qui hurlent au danger fasciste posent, au lieu du dilemme : capitalisme-prolétariat, ou bien, dictature-capitaliste, dictature-prolétarienne, le dilemme suivant : fascisme ou antifascisme. À ce sujet, une des conditions pour la réalisation du front unique « antifasciste », imposée par les socialistes (sous l'instigation du gauchiste Zyromsky) et acceptée par les centristes, est précisément l'abandon des grèves en tant qu'instruments essentiels des luttes ouvrières.

La dissociation entre fascisme et capitalisme inspire cette politique qui mise sur la perspective imminente du fascisme : Ceux qui se basent sur elle, substituent généralement la lutte pour la défense de la république démocratique bourgeoise à la lutte du prolétariat pour sa dictature révolutionnaire ; transforment la lutte ouvrière contre l'Etat capitaliste en appels pour obtenir le désarmement des organisations fascistes ; rejettent les grèves pour la défense des intérêts prolétariens et créent des Etats généraux pour la défense de « tous », substituent le bloc antifasciste à l'action indépendante du prolétariat ; en un mot, poussent à la dissolution totale du prolétariat au sein de la société bourgeoise. Et ainsi, dans l'éventualité qui nous paraît fort probable, que la situation en France évolue vers une réforme de l'Etat qui, sans supprimer les partis et les syndicats, arriverait à isoler le prolétariat révolutionnaire et à le rendre inoffensif, la dissociation entre fascisme et capitalisme aura servi, malgré tous les cris sur la menace fasciste, à faire épouser par le prolétariat la cause de la bourgeoisie et le plan sur lequel s'effectuera le rassemblement des masses pour la guerre de demain.

De toute façon, les situations qui ont succédé au 6 février ne confirment pas l'éventualité d'une menace fasciste en France. En effet, à l'opposé de ce qui s'est passé en Italie et en Allemagne, les bandes fascistes n'apparaissent pas pour détruire les organisations ouvrières et se donner une base de masse, mais ce sont les forces armées de l'Etat qui interviennent pour briser les manifestations ouvrières dirigées contre les partis de droite ou, comme celle des fonctionnaires devant l'Hôtel de Ville de Paris, pour la défense de leurs conditions d'existence.

En définitive, la situation en France va nous permettre de vérifier une position de principe que les événements actuels ne permettent pas encore d'énoncer d'une façon catégorique, à savoir si un capitalisme pourvu d'un empire colonial peut, sans recourir au fascisme, maintenir son régime, au travers de la démocratie des pleins pouvoirs remplaçant la démocratie parlementaire. Mais même si notre appréciation était erronée, il n'en reste pas moins vrai que la dissociation entre capitalisme et fascisme, faite au nom de la menace fasciste imminente, le bloc inter-classe de l'antifascisme ne servirait que les intérêts du capitalisme et assurerait la réussite de ses plans, en cas où le capitalisme passait réellement à l'anéantissement des organisations ouvrières en vue de la guerre.

Le théorème marxiste sur la division de la société en classes et sur la mission révolutionnaire échoué à la classe prolétarienne, n'est pas un simple bavardage, mais une conception qui aboutit à cette conclusion de principe : dans n'importe quelle situation le seul programme offensif ou défensif autour duquel peuvent se regrouper les masses, est le programme communiste. Aucun prétexte valable, aucune

suggestion passagère, ne devrait donc permettre aux ouvriers, et à plus forte raison à leur parti, de défendre des revendications qui leur sont étrangères ou à reviser favorablement leur appréciation sur ceux qui ont trahi. Ici, comme ailleurs, les analogies avec les attitudes passées de Marx-Engels-Lénine, entre leurs énonciations politiques et celles qui ont cours aujourd'hui, auront une utilité et resteront fidèles à l'enseignement de nos maîtres, à la seule condition de prouver qu'existe un parallèle entre les situations et le rôle des forces sociales de leur époque et de la nôtre. Nous posons le problème ainsi, afin de réagir contre le procédé répugnant qui consiste à prendre éternellement l'expérience russe et particulièrement l'affaire Kornilov, pour la compréhension des événements de la France. Il faut bien se rendre compte qu'une opposition radicale existe non seulement entre ces deux situations, l'une extrêmement révolutionnaire et l'autre profondément réactionnaire, entre les positions du prolétariat français et russe, mais également entre les deux termes de la comparaison qui sont différents. D'une part, nous avons en Russie, un capitalisme faisant ses premiers pas, d'autre part, en France, un capitalisme possédant une expérience qui s'échelonne sur plus d'un siècle de luttes ouvrières. En outre, cette analogie entre Septembre 1917 en Russie, et la situation actuelle, est d'autant plus repoussante qu'elle est précisément effectuée pour justifier une modification des positions de classe du prolétariat que l'on veut introduire. En particulier, malgré les événements de l'après-guerre (tous postérieurs à l'affaire Kornilov) le prolétariat devrait opérer un tournant de 180° et considérer comme des alliés éventuels, les traîtres qui apparurent dans l'histoire comme seule force capable de sauver le capitalisme en 1919-1921, ceux qui participèrent aux massacres du prolétariat révolutionnaire. La compréhension des événements en France doit plutôt prendre pour termes d'un parallèle, les expériences faites par les prolétaires des autres pays, après la guerre, spécialement en Italie et en Allemagne. Il est évident que les expériences vécues par ces différents pays ne feront que corroborer les positions de tactique que nous avons indiquées ; et ces données synthétisées avec nos conceptions de principe, constitueront un bloc homogène qui ne pourra être une copie des positions de nos maîtres. Les situations actuelles, loin d'être une pâle copie des situations passées, sont plutôt des points terminaux dans la progression historique des événements, des périodes où un bilan s'est déjà effectué sur la chair des ouvriers du monde entier. Par là même, il est impossible que les traîtres qui, hier, massacrèrent les travailleurs, puissent être présentés par les communistes aux masses prolétariennes comme leurs défenseurs, même si en échange des services rendus par eux au capitalisme, ils ne recevaient que des coups à la place de la considération à laquelle ils estiment avoir droit.

Nous voulons maintenant examiner si le prolétariat possède vraiment une fonction de classe révolutionnaire dans toutes les situations, ou si son apparition violente sur l'arène sociale est le produit de certaines contingences historiques. Pour prouver qu'il reste la seule partie vitale de la société actuelle, il suffit d'analyser sommairement les spasmes inextricables qui caractérisent aujourd'hui la société capitaliste. Elle peut avoir brisé les attaques révolutionnaires du prolétariat (y compris en Russie), mais elle ne parviendra pas pour cela à apporter une solution aux problèmes de sa crise économique. Et le déclenchement de la guerre reste sa seule solution possible. Cependant, il faut à nouveau définir le programme du prolétariat lorsque les situations ne permettent plus de poser à l'ordre du jour le problème capital de la conquête du pouvoir. Ainsi en est-il en France, où le capitalisme ne peut se maintenir au pouvoir qu'en menaçant toutes les positions conquises par le prolétariat, non pour s'incruster dans la société capitaliste, mais pour en faire des marches ascendantes de sa lutte vers la révolution. La défense des positions conquises par le prolétariat est le terrain où doit s'opérer la concentration de la classe ouvrière. Il va de soi que leur défense n'est, en définitive, possible qu'à la condition de mettre rapidement le problème du pouvoir au premier plan de la lutte : la persistance du capitalisme nécessitant aujourd'hui la disparition de tous les anachronismes, tels les conquêtes ouvrières, et ne pouvant tolérer leur défense acharnée.

Il s'agit donc d'effectuer une adaptation dans le programme immédiat de lutte